

Parrainages: Le Pen s'inquiète

Il y a un grand danger pour que Le Pen ne puisse pas être candidat faute de parrainages suffisants, a déclaré hier, Marine Le Pen directrice de campagne du président du FN. « Il nous manque aujourd'hui 77 signatures. »

Le candidat Nicolas Miguet mis en examen

Le candidat à l'Elysée du Rassemblement des contribuables français a été mis en examen et placé hier, sous contrôle judiciaire pour avoir utilisé de faux documents publics pour détourner des parrainages d'élus pour l'élection. A l'issue de deux jours de garde à vue, il a été présenté à un juge d'instruction qui lui a imposé le versement d'une caution de 5 000 €.



Eric Fefferberg/AFP

Face à la menace Bayrou Sarkozy contre-attaque

SUR FRANCE 2, la "stratégie de changement" mise en avant

Nicolas Sarkozy a fustigé hier, la « stratégie de l'immobilisme » de François Bayrou, qu'il a opposée à sa propre « stratégie de changement pour la France ». « On met la majorité et l'opposition ensemble, on fait un mélange, on met tout le monde dans le même sac et ce serait le meilleur gouvernement », a dénoncé le candidat UMP lors de l'émission *A vous de juger* sur France 2 à propos de l'engagement du candidat UDF de gouverner avec des personnalités de droite et de gauche. « Avec ce système-là, comment trancher les différences ? La gauche est pour les 35 heures, la régularisation des immigrés en situation clandestine, je suis contre. Qu'est-ce qu'on fait si on met tout le monde dans le même gouvernement ? », a demandé Nicolas Sarkozy. Il a estimé que la stratégie Bayrou

conduirait la France à un gouvernement à l'italienne avec « 109 ministres, 11 partis dans la coalition ».

«Un gouvernement de parité»

« Dans ce système-là, les Français doivent comprendre que c'est l'immobilisme garanti. Celui qui dit "non" est toujours plus fort que celui qui dit "oui". Il y en a toujours un qui peut appuyer sur le frein pour empêcher la France d'avancer. » « Et si ce gouvernement où il y a tout le monde rate ? Qu'est-ce qui reste comme solution pour les Français ? Jean-Marie Le Pen ou Arlette Laguiller ? », s'est encore interrogé le candidat. Nicolas Sarkozy a aussi demandé pour qui les Français allaient voter lors des élections législatives qui suivront la présidentielle. « Jusqu'à présent, François Bayrou a toujours été élu par les

électeurs du centre et de la droite. S'il est passé à gauche, il faudra le dire à ses électeurs », a-t-il lancé.

Le candidat UMP a enfin rappelé l'expérience de François Bayrou au ministère de l'Éducation nationale de 1993 à 1997. « Il m'expliquait qu'il cogérait avec les syndicats. Il n'a porté aucune réforme à l'Éducation nationale », a-t-il accusé. Sans vouloir donner le nom de ministres qu'il prendrait dans son gouvernement s'il est élu président de la République, Nicolas Sarkozy a estimé qu'en 2007, « on ne pouvait pas faire un gouvernement qui s'exonérerait de la nécessité de la parité ».

Il a souhaité par ailleurs « que le Parlement ait plus de pouvoirs, et notamment de pouvoirs de contrôle, et notamment de pouvoirs en matière de politique étrangère ».

centre : Simone Veil en renfort du candidat UMP

Nicolas Sarkozy sort son arme anti-Bayrou. Simone Veil a officialisé hier, son soutien au candidat UMP à l'élection présidentielle au moment où François Bayrou n'a jamais été aussi haut dans les sondages. L'ancienne ministre centriste estime que le candidat UDF « ne représente pas le centre ». Elle était invitée à déjeuner par Nicolas Sarkozy à son siège de campagne à l'occasion de la Journée internationale des femmes. Nicolas Sarkozy compte sur l'ancienne ministre de la Santé de Valéry Giscard d'Estaing, qu'il avait côtoyée dans le gouvernement Balladur (1993-1995), pour contrer l'ascension de son rival UDF dans les sondages.



Pour contrer François Bayrou, Nicolas Sarkozy compte sur l'ancienne ministre de VGE qui a déclaré que le candidat UDF « ne représente pas le centre », mais « seulement lui-même ».

(Photo Philippe Wojazer/Reuters)

■ chômage Polémique autour des chiffres de l'INSEE

L'INSEE a expliqué hier, son incapacité à valider un taux de chômage annuel en raison de « résultats incohérents » et non validables en la matière, faisant état au pire d'un taux stable à 9,8 % en 2006 et au mieux d'une baisse de 0,6 point.

Un enjeu politique

L'annonce mi-janvier du report à l'automne par l'INSEE, pour cause d'incertitudes techniques, de son Enquête Emploi – qui donne chaque année, en mars, les chiffres annuels du chômage au sens du Bureau International du Travail révisés – a alimenté le soupçon en pleine campagne présidentielle.

Les statistiques publiées tous les mois par le ministère de l'Emploi, sur la base des données de l'ANPE, font elles état d'un taux de chômage de 8,6 % en décembre 2006, contre 9 % en avril 2002 au moment où la gauche a quitté le pouvoir.

De fait, au-delà des débats statistiques, l'annonce du report de l'Enquête Emploi est devenue un enjeu politique.

Dominique de Villepin juge « indigne et inacceptable » cette polémique et affirme que la « baisse des demandeurs d'emploi est une réalité » dans un entretien dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France*.

EDITORIAL

Jean-Louis
Gombeaud



Le soupçon

Les chiffres du chômage sont depuis toujours minés par le soupçon. Ceux qui portent sur l'inflation subissent le même sort. Dans ce monde qui perd ses repères, les chiffres officiels sont le plus souvent mis en doute. Il y a de l'inflation... cachée, il y a un chômage... déguisé. Et pourtant beaucoup de Français sont persuadés que de très nombreux chômeurs ne le sont pas vraiment, dans la réalité. Il a suffi que l'INSEE annonce un report de plusieurs mois de son enquête annuelle, qui permet de « recalculer » les chiffres de l'ANPE pour les rendre conformes aux normes du BIT, pour que monte la vague de doute, voire d'accusation à son encontre. L'Institut de la statistique serait manipulé par le gouvernement. Le travail de l'INSEE permet, en effet, de réintégrer après enquête dans les chiffres les personnes non inscrites à l'ANPE, donc hors de statistiques, mais qui dans les faits

sont bel et bien sans l'emploi auquel elles prétendent. L'INSEE a eu beau dire hier qu'il se heurte à un problème technique, rien n'y fait. Il a beau expliquer que c'est par souci de la vérité scientifique qu'il repousse sa publication, on ne le croit pas. Et bien sûr le climat électoral, l'approche des élections n'arrangent pas ses affaires. Certes, tout le monde reconnaît l'indépendance des collaborateurs de l'INSEE, leur compétence mais on ne sortira pas de la polémique si on n'affecte pas par la loi un statut de réelle indépendance à l'Institut. Mais ne nous faisons pas d'illusion, si l'INSEE, totalement indépendant statutairement, affirmait que les chiffres du chômage n'étaient pas de 8,9 % comme il est dit actuellement mais de 9,6 % comme l'avancent ses contradicteurs, il ne fait aucun doute que l'opinion publique rétorquerait de toute façon : en fait c'est truqué, il y en a beaucoup plus.

INFOS EXPRESS

DÉFENSE

Le candidat UMP propose 2 % du PIB
Le candidat de l'UMP à la présidentielle Nicolas

Sarkozy a marqué sa différence sur le dossier de la défense, « sujet où l'essentiel est en jeu ».

Clôture de la grand-messe d'une « Journée UMP de la Défense » réunie dans un grand hôtel parisien, Sarkozy s'est de nouveau « engagé à maintenir notre effort de défense au moins à

son niveau actuel, soit de l'ordre de 2 % du produit intérieur brut ».

EMPLOI

Sarkozy pour le licenciement par consentement

Le ministre de l'Intérieur s'est inspiré du MEDEF pour proposer de rendre possible

une rupture du contrat de travail « par consentement mutuel » entre le salarié et l'employeur. Dans un discours à Cormeilles-en-Parisis, près de Paris, le candidat de l'UMP a précisé qu'un tel dispositif permettrait au salarié ainsi licencié « de toucher les indemnités de chômage ».